

INTERVIEW

international. Nous avons amélioré la résilience aux chocs externes. J'ai contribué à ce que le pays soit épargné par la plus grande récession depuis 1930. Nous avons attiré des dizaines de milliards d'investissements directs étrangers tout en améliorant la vie de nos petites et moyennes entreprises. Nous avons aussi simplifié la fiscalité avec uniquement 7% des Mauriciens payant un impôt de seulement 15%.

Et le social ?

Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et l'aide aux personnes vulnérables, je suis l'architecte de l'*Empowerment Programme*, du *Corporate Social Responsibility Fund*, et du Programme d'éradication de la pauvreté extrême. Des bases solides ont été jetées et des progrès tangibles enregistrés.

C'est de l'action. Mais le Premier ministre a dit que lui-même et son conseiller Andrew Scott ont aussi contribué à ces actions. Ne vous attribuez-vous pas trop de choses là ?

Je n'ai pas reçu un seul document d'Andrew Scott. Je ne sais pas s'il en a fait parvenir au Premier ministre. Sa contribution a été de rassurer Navin Ramgoolam sur le fait que nous prenions les bonnes décisions. 98% d'entre elles étaient prises directement par le ministère des Finances en consultation avec Ramgoolam. Et dans 99% des cas, il acceptait. Evidemment, quelquefois, après des discussions et des éclaircissements.

Le Premier ministre a-t-il été à l'origine de certaines réformes ?

On a travaillé ensemble sur toutes les réformes. Il faut reconnaître que sans son soutien politique, les choses auraient été difficiles. Au Conseil des ministres, il a toujours soutenu les réformes parce que c'étaient celles du tandem Ramgoolam/Sithanen. Sur les 500 mesures qu'on a prises durant la réforme, il a dû intervenir et arbitrer très peu de fois.



Le Premier ministre a parfois semblé se distancier en vous laissant essayer des critiques. A quel point vous a-t-il soutenu au moment où il fallait appliquer des mesures difficiles ?

En public, il a quelquefois ménagé la chèvre et le chou. Au cas où les réformes ne marcheraient pas. Mais en tête-à-tête et au cabinet, il m'a toujours soutenu. Ma plus grande satisfaction, c'est d'avoir été un ministre des Finances responsable et d'avoir travaillé dans l'intérêt de mon pays à long terme. Sans verser dans le populisme économique. Quand il y a eu de l'argent, nous l'avons partagé. A ce chapitre, j'ai été extrêmement généreux dans les dépenses sur l'éducation, la santé, l'infrastructure et le combat contre la pauvreté.

L'Alliance de l'avenir n'a pas encore présenté son programme. Quels doivent être, selon vous, les éléments essentiels de son action économique ?

Il y aura beaucoup de populisme économique durant la campagne et dans les programmes des deux camps. Mais la réalité est ce qu'elle est. Nous sommes encore dans une phase d'incertitude. Nous devons continuer à consolider et diversifier l'économie. D'ici 10 ans, nous devons avoir 10 piliers économiques.

Que doit-on faire ?

Nous avons pris du retard sur les infrastructures. Il faut accélérer leur financement et leur mise en œuvre afin d'être à la hauteur de notre ambition d'être un centre de service de la région. Ensuite, nous devons continuer à investir massivement dans la formation, l'éducation et les ressources humaines. Si nous voulons devenir un

knowledge hub, il nous faut envoyer plus d'enfants à l'université. D'ici 5 ans, 75% des étudiants passant leur HSC ou le Bac devraient pouvoir aller à l'université. Parallèlement nous devons donner une seconde chance à ceux qui n'ont pas réussi académiquement à travers des formations professionnelles de l'IVTB et les programmes de la 2^e chance. Afin que ces jeunes puissent trouver des débouchés.

Pravind Jugnauth entend abolir plusieurs de vos décisions passées dont la *National Residential Property Tax*. Vous êtes-vous fait à cette idée ?

En arrivant au pouvoir en 2005, nous avions un déficit budgétaire inquiétant et des squelettes dans le placard... laissés par Pravind Jugnauth. Nous avons le choix entre augmenter la TVA sur le poulet, le poisson, les viandes, etc. ou trouver une autre solution qui n'allait pas affecter les pauvres. Je n'ai pas augmenté la TVA. Par contre, nous

avons imposé des impôts spéciaux sur le tourisme et les banques notamment. Par ailleurs nous avons demandé des efforts à une petite

partie de la population. Sur 1,3 million de personnes, seules 15 000 payent la NRPT. Et ce sont ces mêmes personnes qui ont bénéficié de la réduction d'impôts de 25% à 15% ! Cet argent a été utilisé pour construire

les foires à Rose-Belle ou bientôt à Flacq.

Mais la NRPT va disparaître...

Il y aura de la démagogie, on dira qu'on enlèvera les taxes mais qu'on continuera à financer les infrastructures. C'est une réalité à court terme. Mais sur le long terme ce n'est pas faisable. Sinon d'autres pays l'auraient déjà fait. 98% des personnes ne payent pas la NRPT à Maurice. Si au nom de la démagogie économique, ils souhaitent le faire, c'est leur problème. Mais ce sont les travailleurs et les pauvres qui souffriront de ces mesures à long terme.

Malgré tout, êtes-vous confiant dans l'avenir économique du pays ?

Ça dépend de ce qu'ils font. S'ils poursuivent sur l'acquis que je laisse, il y a des possibilités de bien faire. S'ils choisissent la voie du populisme, on sait où cela nous mènera.

« D'ici 10 ans nous devons avoir 10 piliers économiques. »

« J'ai été un ministre des Finances responsable. »

”